

Ecrit par le 23 novembre 2024

Cybersécurité : les collectivités vauclusiennes ne sont pas à l'abri



La section départementale de Vaucluse du Syndicat des directeurs généraux des collectivités territoriales ([SNDGCT](#)) vient d'organiser une rencontre sur le thème de la cybersécurité. L'occasion pour [Kevin Heydon](#), délégué à la sécurité numérique de [l'Anssi](#) en Paca et en Corse, ainsi que [Karine Icard](#), présidente du SNDGCT 84*, de sensibiliser sur les risques de cyberattaque sur le secteur public.

Paralysie des services, pertes de données essentielles : le secteur public est aujourd'hui de plus en plus la cible des cyberattaquants. En 2020, en France, 30% des collectivités territoriales ont été victimes d'une attaque de type rançongiciel (envoi d'un logiciel malveillant de chiffrement des données de quelqu'un dans le but de lui extorquer de l'argent). Un chiffre en hausse de 50 % par rapport à 2019 selon une étude du [Clusif](#). Pour autant, il y a encore peu de temps la cybersécurité ne semblait pas encore être une préoccupation centrale des collectivités territoriales. Ainsi, selon un sondage Ifop pour l'Observatoire des politiques publiques réalisé en janvier 2020, seuls 33 % des fonctionnaires territoriaux interrogés déclaraient que leur organisation avait mis en place un programme de cybersécurité.

Écrit par le 23 novembre 2024

Depuis, la mobilisation des associations d'élus et structure d'agents territoriaux comme le SNDGCT notamment a permis une certaine prise de conscience des collectivités territoriales. Ces dernières tâchent donc maintenant de se prémunir au mieux face à ce phénomène expansionniste avec des pratiques numériques réinterrogées, des actions de sensibilisation, un risque numérique intégré au plan de continuité d'activité, etc.

Dans cette logique, l'Association des maires de France (AMF) a ainsi édité en novembre 2020 un [guide](#) intitulé '[Cybersécurité : toutes les communes et les intercommunalités sont concernées](#)' regroupant une trentaine de recommandations et de bonnes pratiques en matière de sécurité numérique. De son côté, le sénat s'est également penché sur cette problématique, en octobre dernier, lors d'une table-ronde sur '[Les collectivités territoriales face au défi de la cybersécurité](#)'.

« La question n'est plus de savoir 'si' les collectivités seront la cible d'une cybermalveillance, mais plutôt 'quand'. »

« L'objectif des cyberattaquants est de capter de la donnée, de la bloquer et ce, à des fins lucratives. Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir 'si' les collectivités seront la cible d'une cybermalveillance, mais plutôt 'quand' », expliquent Karine Icard, présidente du SNDGCT 84 et directrice générale des services de la Communauté d'agglomération Luberon Monts de Vaucluse, ainsi que Kevin Heydon, délégué à la sécurité numérique de l'Anssi en Paca et en Corse, lors de la rencontre de sensibilisation 'Cybersécurité : les collectivités territoriales du Vaucluse en parlent...' qui vient de se tenir dans les locaux du syndicat des eaux Durance Ventoux à Cheval-Blanc.

Un nouveau fléau

« Ce nouveau fléau peut entraîner une paralysie des services publics, entacher lourdement l'image même de ces derniers et engendrer des dépenses élevées », poursuivent les organisateurs de ce rendez-vous auquel a participé une trentaine de dirigeants provenant de communes, d'intercommunalités ou de syndicats du territoire de Vaucluse.

Localisation des collectivités territoriales françaises ayant été victime d'une attaque au rançongiciel en 2020.

Au travers des témoignages des directeurs généraux des services, Emmanuel Bohn de la Communauté de communes du Pays d'Apt et Vincent Rey de la ville de Morières-lès-Avignon, dont les collectivités ont été victime « de perte totale de leurs données nécessitant une reconstruction longue de leur système d'information », les participants ont pu ensuite travailler autour de la notion du risque numérique en s'interrogeant sur les moyens pour s'en prémunir, les bonnes pratiques à déployer, les leviers à activer ou bien encore les bons réflexes à avoir en cas de cyberattaque ?

La piste d'une protection collective ?

Ecrit par le 23 novembre 2024

Bien souvent, le manque de budget et de personnes qualifiées justifie en partie les difficultés des collectivités territoriales en matière de cyberprotection de leurs outils et données numériques.

« Faute de temps mais également de compétences et de ressources humaines qualifiées, les petites communes se contentent parfois d'installer ponctuellement un anti-virus, alors que la cybersécurité doit être mise à jour en permanence, constatent les travaux du sénat. Or, la pénurie de compétences est telle que l'Anssi a lancé un 'observatoire des métiers de la cybersécurité' afin d'aider les acteurs concernés dans leur politique de recrutement et de formation. Dans ce contexte, la mutualisation au plus près des collectivités concernées s'avère être un choix judicieux pour mettre en commun les efforts, affronter les pénuries de professionnels qualifiés et ainsi mettre en place une protection collective. »

Pour cela, les responsables et DGS des collectivités de Vaucluse peuvent ainsi compter sur le l'accompagnement de l'Anssi et du SNDGCT 84 des acteurs territoriaux dans la sécurisation de leur développement numérique.



Le SNDGCT 84 et l'Anssi lors de la rencontre de sensibilisation sur le thème 'Cybersécurité : les collectivités territoriales du Vaucluse en parlent...' qui s'est tenue dans les locaux du syndicat des eaux Durance Ventoux à Cheval-Blanc.

**Le SNDGCT a été créé en 1948. L'organisation professionnelle compte aujourd'hui près de 4 000 adhérents au niveau national. Elle se compose d'Unions régionales, elles-mêmes divisées en Sections départementales. [Karine Icard](#) est présidente de la section départementale de Vaucluse depuis septembre 2020. Autour d'elle, un bureau avec 3 membres, [Gilles Meunier](#), directeur général adjoint de la Communauté de communes de Pays des Sorgues Monts de Vaucluse, [Johanna Quijoux](#), directrice générale des services de Piolenc et [Emmanuelle Licitri](#), directrice générale adjointe mutualisée Ville de Cavaillon et Luberon Monts de Vaucluse Agglomération.*

Un Mirage 2000 d'Orange intercepte un avion au-dessus de la base navale de Toulon

Ce matin, aux alentours de 10h40, un Mirage 2000 de l'Armée de l'air a décollé en urgence de la Base aérienne (BA) 115 d'Orange afin d'intercepter un avion de tourisme qui prenait la direction de la rade de Toulon. L'aéronef, qui aurait dérobé en Italie juste auparavant, a été rejoint par l'appareil militaire alors qu'il venait de survoler la base aérienne navale, port d'attache de plusieurs bâtiments à propulsion nucléaire de la Marine nationale. Le Mirage 2000 l'a contraint à se dérouter vers l'aérodrome d'Aix-Les Milles où un hélicoptère Fennec appartenant à la permanence opérationnelle de l'Armée de l'air avait aussi été déployé pour mener cette opération d'interception. L'incident a entraîné la fermeture temporaire de l'espace aérien de Nice pendant une trentaine de minute.

N'ayant opposé aucune résistance l'homme, sans papiers d'identité sur lui et en chaussettes, a déclaré être un ressortissants Slovaque de 33 ans.

Selon les informations de nos confrères [d'Europe 1](#) « après l'atterrissage de l'avion de tourisme, les militaires de l'Armée de l'air ont remis le pilote à la police (...). Il a été immédiatement placé en garde à vue. Il s'exprime en anglais et a remis aux policiers une lettre écrite en anglais. »

Régulièrement sollicités pour assurer des missions de police du ciel, les Mirage 2000 de la BA 115 sont tout particulièrement en alerte depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine. Une vigilance qu'il entretienne en permanence comme le rappelle l'exercice mené le 23 février dernier avec l'interception à faible altitude dans le secteur de Pierrelatte d'un avion de tourisme parti de l'aéroport de Lyon-Bron.

L.G.

© Facebook - BA 115

Vaison étend son réseau de vidéoprotection

La municipalité de Vaison-la-Romaine vient de procéder à la mise en service de nouvelles caméras de

Écrit par le 23 novembre 2024

vidéoprotection. Ces nouveaux équipements de surveillance se situent sur l'avenue de Gaulle ainsi qu'au carrefour des rues Renan et Mistral.

Cela porte à 48 le nombre de caméras mises en service sur la commune.

« Cela permet un maillage efficace, qui aide précieusement les forces de l'ordre quant à l'élucidation de leurs enquêtes », explique la Ville. Une information confirmée par l'adjudant Lanzon, gendarme à la brigade de Vaison-la-Romaine, qui a rappelé que deux fois sur trois, les enregistrements vidéo permettaient de retrouver les auteurs de délits.

Cavaillon : le 'groupe de sécurité de nuit' est opérationnel

Ecrit par le 23 novembre 2024



« Les engagements pris à Cavillon [le 16 août dernier](#) par Gerald Darmanin, ministre de l'Intérieur sont tenus », indique le préfet de Vaucluse qui a salué la création du GSP : groupe de sécurité publique de nuit. Composée de 10 fonctionnaires, la brigade prend le relais des CRS dans la sécurisation nocturne de Cavillon et renforce les effectifs de la Police nationale du Vaucluse, dont les résultats dans la lutte contre la drogue sont « remarquables » de l'avis du préfet.

La préfecture fait état de « plus de 80 kg de drogues saisis, plus de 80.000 euros d'avoirs criminels et 211 interpellations » observées. Une décision prise dans un contexte de rivalités récurrentes entre trafiquants de drogue au cœur de la cité du Dr Ayme. Mercredi 11 août dernier, cinq individus armés avaient encore été interpellés à la suite d'un énième épisode de guerre de territoire. Une brigade qui, comme nous confiait le député et ancien maire de Cavillon, [Jean-Claude Bouchet](#), aura besoin de temps pour connaître le territoire.

« Le 22 juillet dernier, j'interpellais, au Sénat, M. le ministre de l'Intérieur pour lui demander des moyens et des effectifs suffisants pour lutter efficacement contre le trafic de drogues à Cavillon et notamment,

Écrit par le 23 novembre 2024

la création d'un groupe de sécurité de proximité. Sept mois plus tard, je suis venu les accueillir au commissariat, a commenté le sénateur LR [Jean-Baptiste Blanc](#). Leur arrivée est un acte fort qui nous l'espérons tous permettra le retour de l'ordre républicain à Cavaillon. »



Le préfet de Vaucluse salue les fonctionnaires du groupe de sécurité de nuit à Cavaillon. Crédit photo: Préfecture de Vaucluse

Saint-Valentin : attention aux cyber-arnaques

Écrit par le 23 novembre 2024



Avec la Saint-Valentin, les amoureux du monde entier s'efforceront de trouver la meilleure façon de témoigner leurs sentiments. Mais en parallèle, les cybercriminels sembleront également être gagnés par l'esprit de cette journée.

« Comme chaque année, le 14 février, les amoureux célèbreront l'amour à travers le monde, explique [Hervé Liotaud](#), vice-président Europe de l'Ouest chez [Sailpoint](#) société spécialisée dans gestion des identités et des accès numérique. Mais ce ne sont pas les seuls pour qui ce jour sera une fête. Les cybercriminels savent aussi en profiter. Arnaques sur les sites de rencontre, ransomwares, usurpation d'identité, piège au colis... Toutes les techniques seront bonnes pour atteindre leur cible. »

La Saint Valentin : proie des hackers

« En principe, il n'est pas surprenant que les cyber-criminels exploitent des évènements spéciaux tels que des vacances ou des fêtes. Une large cible d'attaque s'ouvre toujours pour des pirates lorsque de nombreuses personnes s'intéressent en même temps à un sujet particulier, et deviennent donc vulnérables. La bonne nouvelle est que les consommateurs ne sont pas sans défense contre ce type d'attaque. »

Des attaques ciblées

Ecrit par le 23 novembre 2024

« Les précédentes Saint-Valentin ont été fortement marquées par le nombre d'attaques de 'credential stuffing' (vol d'identifiants pour accéder à d'autres comptes) sur les sites de rencontre, dans lesquels des comptes utilisateurs ont été compromis. Les criminels créent régulièrement de faux profils d'utilisateurs avec de faux messages romantiques afin de cibler des personnes seules puis les incitent à leur transférer de l'argent. Chaque année, nous voyons aussi se multiplier les faux sites en ligne proposant une fausse liste de cadeaux mais une escroquerie bien réelle. Cette méthode frauduleuse est particulièrement rentable. Or cette année, une grande part des achats de cadeaux s'effectuera en ligne, les sites marchands en ligne sont d'autant plus susceptibles d'être la cible des cyberattaques. »

Comment s'en protéger ?

« Il est évidemment possible d'appliquer des mesures de sécurité pour atténuer les menaces qui pèsent sur la Saint-Valentin pour protéger les utilisateurs et leurs identités digitales contre ces attaques :

Méfiance lors des achats en ligne : il est primordial de ne faire confiance qu'à des fournisseurs connus et vérifiés, et d'accorder une attention particulière à leur professionnalisme. Ceci inclut, par exemple, la vérification du nom de domaine du site - beaucoup d'acteurs malveillants créent des plates-formes usurpant des noms d'enseignes bien connus, mais ajoutent parfois à la fin « .fr.com » au lieu de simplement « .fr ». Pour s'assurer d'un site authentique, il faut éviter de cliquer directement sur un lien de promotion mais plutôt rechercher la boutique en ligne recherchée sur Google.

Des méthodes de paiement complexes doivent aussi éveiller l'attention : si le paiement doit obligatoirement être fait à l'avance, ceci peut remettre en question le sérieux du site. Des conditions générales de vente très mal traduites et une impossibilité d'impression doivent également alerter les consommateurs, et les inciter à ne pas acheter.

Concernant l'usage des sites de rencontres : les utilisateurs doivent limiter leurs visites à des sites reconnus, et toujours garder à l'esprit que les cyber-criminels les utilisent aussi. En conséquence, lors des communications avec d'autres utilisateurs, il est essentiel de s'assurer qu'ils possèdent un compte valide.

Les informations sensibles doivent rester secrètes : Il est également crucial d'éviter de partager des données personnelles et sensibles en ligne, telles que son adresse, des informations financières ou d'autres données d'identification personnelle. Ce sujet nécessite une attention particulière, car c'est précisément ce type d'informations qui vaut son pesant d'or pour les pirates - si un utilisateur sollicite explicitement ce genre de données, il s'agit d'un important signal d'alerte et toute communication doit être interrompue.

Savoir qui a accès à quoi : Dans le monde de l'entreprises si vous n'avez pas le contrôle ni la visibilité de savoir qui a accès à quoi au sein de votre système d'information ...vous êtes en grand danger. Seule une solution de gestion de vos identités peut y remédier. »

« Cette année encore, la Saint Valentin promet d'être une occasion lucrative pour des cyber criminels qui exploiteront le désespoir des personnes seules, tout comme l'envie de faire plaisir des personnes en couple. Les menaces sont tout aussi importantes de part et d'autre. Toutefois, si les utilisateurs sont

Écrit par le 23 novembre 2024

conscients des dangers et restent attentifs à certains points et signaux d'alerte qui révèlent de potentielles actions frauduleuses, ces attaques resteront vaines et les identités digitales seront saines et sauvées. »

Digitalisation de notre identité, de la signature électronique au QR code



Aujourd'hui, la digitalisation de nos modes de vie n'a jamais été aussi importante explique [Edusign](#), entreprise spécialisée dans l'émargement digital ainsi que dans la gestion de documentation administrative. Notre quotidien s'en est retrouvé profondément bouleversé : dans nos habitudes de travail, de consommation ou encore pour prendre soin de notre santé. L'ensemble de nos démarches, administratives pour exemple, sont toutes devenues digitales ou bien en train de le devenir. Notre identité s'en retrouve par conséquent virtualisée. Une digitalisation qui soulève de nouveaux enjeux et défis.

Ecrit par le 23 novembre 2024

La digitalisation de nos modes de vie accélérée depuis 2 ans

Le phénomène naturel de digitalisation de nos quotidiens a transformé nos méthodes de consommation et nos modes de vie. Les innovations telles que la signature électronique se sont largement démocratisées, ou encore récemment l'utilisation quotidienne que nous faisons du QR Code. Choc planétaire, la pandémie, a accéléré ce processus de numérisation et a fait naître le pass vaccinal, version en ligne de notre identité sanitaire. Une mise en ligne massive de nos documents administratifs et personnels, qui a développé le concept de détenir une 'identité virtuelle'.

Les freins et obstacles de cette numérisation

Cette transition peut cependant présenter des obstacles pour les individus ou secteurs réticents aux innovations et changements de modes de vie de part une certaine complexité d'utilisation de prime abord. En effet, chaque innovation majeure s'accompagne d'une phase d'adoption de la population plus ou moins rapide. La digitalisation demande donc l'éducation des industries en retard et des particuliers afin d'avoir un impact global positif sur la société.

L'import massif de nos données sensibles en ligne soulève également la méfiance vis-à-vis de la sécurité de ces dernières et le besoin d'une politique anti-fraude fortement construite.

Faciliter la gestion de notre administratif

Un enjeu compris par [Edusign](#) qui permet, grâce à sa plateforme, la centralisation des documents administratifs, notamment dans le domaine de la formation. L'administratif restant le secteur générant le plus de documents, Edusign accompagne les acteurs en pleine transition numérique à l'aide d'une interface facile d'utilisation dont le confort de l'expérience utilisateur est la priorité. En plus d'un gain de temps dégagé grâce à ce type d'outils, la plateforme assure la sécurité des données grâce à ses systèmes anti-fraude mis en place : liens, mails, QR Codes...

Cyber-menaces : 75% des 18-24 ans utilisent leur mail professionnel à des fins personnelles

Ecrit par le 23 novembre 2024



Un récent rapport Sailpoint effectué auprès d'employés de tout horizon dans plusieurs pays révèle leurs habitudes en matière de cyber-sécurité.

La récente étude* de [Sailpoint](#), spécialiste de la sécurisation des échanges internet pour les entreprises, dans plusieurs pays met en exergue les bonnes mais aussi les mauvaises habitudes des employés en matière de cyber-sécurité à travers le monde. Les cyberattaques ont augmenté au cours de l'année dernière et nombreux sont ceux qui en prennent conscience. Plus d'un tiers (36 %) des Français interrogés ont été informés d'une violation de données susceptible d'exposer leurs informations au cours de la dernière année écoulée.

Les enjeux de la cybersécurité mieux compris

Les bonnes pratiques s'installent au sein des entreprises. En France, 87% des employés interrogés font désormais régulièrement une pause pour s'interroger sur la validité d'un e-mail avant de l'ouvrir, de peur qu'il s'agisse d'une tentative de 'phishing'. Et 27% d'entre eux ont reçu une formation sur le phishing au cours de l'année écoulée. Sur ce point, les Français ont pourtant encore une marge de progression conséquente. Nos cousins britanniques sont formés à hauteur de 50% et à 65% chez les Américains interrogés.

Écrit par le 23 novembre 2024

Un dangereux mélange entre vie personnelle et professionnelle

Pourtant, cela ne suffit pas à contrer les mauvaises habitudes. Beaucoup d'employés continuent tristement d'adopter un comportement risqué sur Internet. Près de la moitié (42%) des employés français ont déclaré qu'ils utilisaient leur adresse électronique professionnelle à des fins personnelles. Et ce chiffre monte jusqu'à 75% chez les Français de 18 à 24 ans. Que ce soit pour se connecter sur les réseaux sociaux ou à des publications d'actualités, recevoir des newsletters ou encore faire des achats en ligne, ces employés inconscients créent ainsi, sans le savoir, des lacunes de visibilité et des ouvrent les portes de l'infrastructure de leur entreprise aux cyber-malveillances.

Des réactions inappropriées face aux tentatives de phishing

Selon cette étude, 86% des Français interrogés sont confiants ou très confiants dans leur capacité à détecter un message de phishing. Pourtant, ils réagissent encore majoritairement mal aux messages de phishing. Moins d'un Français sur 5 sait comment réagir de manière appropriée à un message de phishing, soit en le transférant au service informatique.

Les Anglais et les Américains sont une fois de plus les meilleurs élèves puisque 29% d'entre eux les transfèrent au service de traitement informatique. Les travailleurs Japonais sont les moins bien formés à ce sujet puisqu'ils ne sont que 15% à avoir adopté cette bonne pratique.

Cette disparité entre la confiance en soi en matière de cyber sécurité et l'usage des bonnes pratiques est un réel danger pour les entreprises. Leurs employés sont persuadés de bien agir tout en mettant en péril la sécurité de l'entreprise. Augmenter le nombre de formations aux bons gestes et aux enjeux de la cyber sécurité en entreprise devient fondamental et devrait être une priorité.

**Enquête auprès de 3 000 répondants travaillant dans des entreprises de plus de 2 500 salariés. Étude réalisée dans les pays suivants : États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Australie et Japon.*

Souad Zitouni, députée : 'je fais ce pour quoi j'ai été élue !'

Ecrit par le 23 novembre 2024



Souad Zitouni a réuni près de 150 personnes à Avignon afin de faire un point d'étape sur ses interventions de Députée de la 1^{re} Circonscription de Vaucluse, d'un mandat qu'elle occupe depuis le 29 mars 2020 et pour lequel elle a été élue en 2017, aux côtés de Jean-François Césarini, décédé des suites d'une longue maladie.

«Etre Députée, c'est aimer les gens et le terrain sur lequel on les rencontre, c'est interpeller les Ministres avec comme priorité l'intérêt des français et en particulier de vous, les habitants de ma circonscription, a entamé [Souad Zitouni](#). L'une de mes premières actions ? Porter la voix des acteurs culturels de notre territoire afin de débloquent des fonds nécessaires à leur survie et permettre le déroulement du Festival d'Avignon vital pour la Cité des Papes.»

La crise sanitaire

La députée a ensuite évoqué, le Covid avec «l'accompagnement de l'Etat pour les entreprises et acteurs associatifs à hauteur de 20M€, c'est également près de 80M€ de crédit d'impôt à destination de 7 000 entreprises.»

Ecrit par le 23 novembre 2024



Studio Delestrade Avignon

Les jeunes

[Souad Zitouni](#) le martèle, les jeunes sont sa priorité. «J'ai apporté mon soutien aux publics les plus fragiles, en particulier les jeunes et les étudiants. J'ai contribué activement à la réflexion dans le cadre de l'enquête sur les conséquences du Covid afin que cette génération ne soit pas sacrifiée mais protégée. Le Ministre de l'Education Nationale Jean-Michel Blanquer sur la continuité pédagogique et les dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire. J'ai fait de la [jeunesse](#) un pilier majeur de mon engagement, m'engageant dans la commission qui leur est dédiée à l'Assemblée Nationale. J'ai pris la parole à l'Assemblée Nationale le 29 octobre dernier en tant que porte-parole du budget de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche résolument tournés vers la solidarité dans le Projet de Loi de Finances 2022 (PLF 2022).»

Enseignants & étudiants

«Nous avons voté -avec mes collègues de la majorité présidentielle- une nouvelle prime pour les enseignants chercheurs, le gel des droits d'inscription à l'Université mais aussi des loyers pour les étudiants ; Ou encore la continuité des repas à 1€ pour les étudiants boursiers et précaires. C'est aussi la gratuité de la contraception pour toutes les femmes jusqu'à 25 ans dès le 1er juillet 2022. C'est également la création du pass culture pour les jeunes dès l'âge de 15 ans depuis cette année qui permet

Ecrit par le 23 novembre 2024

aux jeunes d'avoir accès à 380€ de produits et activités culturels, ce sera même 500€ dès 2022. L'éducation est une arme douce pour chacun d'entre nous, qui nous accompagne et nous aide à grandir et à vivre.»



Fleuristes, agriculture, commerces de détail

«J'ai interpellé le Ministre de l'Agriculture Julien Denormandie sur la situation des fleuristes, des exploitations agricoles et la filière viticole ; Le Ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire sur la situation des Chambres de Commerce et d'Industrie ; Ou encore le Premier Ministre Edouard Philippe puis Jean Castex afin de défendre les petits commerces non essentiels qui faisaient face à une concurrence perçue comme déloyale ; sans oublier la levée du Pass-sanitaire dans certaines zones commerciales lorsque le taux d'incidence était, alors, en forte baisse.»

Pouvoir d'achat

«45% des français placent le pouvoir d'achat dans leurs 3 principales préoccupations'. Depuis le début du quinquennat, celui-ci est la priorité des français, j'ai souvent été interpellée par des familles qui éprouvaient des difficultés à boucler la fin de mois. C'est pourquoi la prime d'activité a été élargie avec 170€ par mois en plus pour un travailleur au Smic (salaire minimum de croissance de 1 589,47€), c'est aussi la suppression de la taxe d'habitation, la revalorisation du chèque énergie, la baisse de l'impôt sur

Écrit par le 23 novembre 2024

le revenu, l'augmentation de l'AAH (Allocation aux adultes handicapés). Depuis 4 ans, c'est en moyenne 300€ de moins à payer pour 17 millions de foyers.»

Le département

«Dans le département, près de 10 000 foyers ont bénéficié de la Prim'Rénov, 4 000 entreprises de France Numérique, près de 200 structures culturelles sont bénéficiaires de fonds de soutien, 15 000 contrats d'apprentissage ont été signés pour l'emploi et la formation des jeunes, 5 000 jeunes de 16 à 25 ans sont accompagnés par la Garantie Jeunes, enfin, 600 primes à l'embauche ont été déployées pour les personnes handicapées.»

La Santé

«J'ai œuvré pour une revalorisation des salaires de nos personnels de santé permettant, dorénavant, à une infirmière en début de carrière de percevoir 290€ de plus par mois. C'est même 500€ net par mois en plus pour les sages-femmes ou encore une revalorisation de la rémunération des sapeurs-pompiers à hauteur de 50€.»



Sécurité

«Dernièrement, 36 renforts de policiers et gendarmes ont été déployés dans notre Département dont 31 à

Ecrit par le 23 novembre 2024

Avignon. Cela permet la création d'un groupe de sécurité de proximité afin de lutter contre la haute délinquance, notamment de nuit.»

La rocade d'Avignon

«Je m'étais en effet engagée le 17 septembre 2021 à interpeller Jean-Baptiste Djebbari, Ministre des Transports, et ses équipes afin de commander de nouvelles études sans que cela ne perturbe le calendrier des opérations, ce que j'ai fait dès le 30 septembre 2021. Le comité de pilotage de la liaison Est-Ouest d'Avignon, tenu le 7 octobre 2021, a entériné cette décision sans retarder le projet.»

Avant de décliner ses actions

Avant de décliner ses actions, Souad Zitouni a rendu hommage à Jean-François Césarini : «Vous m'avez fait confiance en 2017, aux côtés de Jean-François Cesarini pour qui j'ai une pensée affectueuse et respectueuse ce soir, parce que je porte votre voix et défends votre territoire ! Pour moi, la République permet l'émancipation et l'éveil des consciences grâce à son système éducatif qui m'a permis de devenir avocate au barreau d'Avignon, moi fille d'immigrés algériens. Je mesure la chance qui est la mienne d'être là devant vous à force de travail et de pugnacité.»

Enfin, Souad Zitouni a invité Inès Bigonnet, jeune lycéenne de de la section musique du Lycée Aubanel à Avignon, à entamer la Marseillaise reprise par l'assistance.



40 CRS déployés à Cavailon jusqu'à l'arrivée de la BAC en 2022



La BAC de nuit annoncée en août par [Gérald Darmanin](#), ministre de l'Intérieur, sera effective début 2022 à Cavailon, avec l'arrivée de 10 policiers supplémentaires. Dans l'attente et afin de poursuivre la lutte contre la drogue, le ministre a décidé de maintenir le déploiement de 40 CRS à Cavailon jusqu'à l'arrivée des effectifs de la BAC. Ces trois derniers mois, 21 personnes ont été interpellées dans le cadre de trafics ou règlements de compte et 13 armes à feu, ainsi que 22kg de drogue ont été saisis.

« Je me réjouis pour Cavailon, et surtout pour les habitants des quartiers prioritaires [...] », déclare Gérard Daudet, édile de Cavailon. « Une demande pour laquelle je me suis battu avec l'appui de

Ecrit par le 23 novembre 2024

Monsieur le Préfet de Vaucluse que je remercie également. Le travail judiciaire se poursuit sans relâche et la ville de Cavailhon continue aussi à assurer la sécurité lors des entrées et sorties des écoles avec une présence renforcée de la Police Municipale qui intervient en pleine collaboration avec la Police Nationale. »

Lire aussi : [Gérald Darmanin en visite à Avignon et Carpentras](#)